

(1906 : 12027, 1914 : 16648, 1923 : 33835). Cet accroissement se fait essentiellement à partir des classes moyennes, grâce à un système éducatif maintenant complètement constitué. De même, l'administration est régulièrement organisée : carrière, examen, avancement, discipline.

Prétextant leur mission civilisatrice et la nécessité d'assurer une bonne gestion attirant la sympathie des masses, les Britanniques augmentent le nombre des fonctionnaires européens, essentiellement dans la haute fonction publique. L'auteur nous donne ici une série de tableaux très précieux de la répartition des nationalités dans chaque ministère à différentes époques. Evidemment, c'est la présence britannique qui s'impose : environ 100 fonctionnaires en 1883, 1600 en 1920. On est donc très loin du *self-government*.

Originellement, les fonctionnaires britanniques viennent surtout de l'Empire des Indes. Au début du siècle se constitue une carrière « arabisante » à partir des universités anglaises comme Oxford ou Cambridge, mais le système reste souple, ce n'est pas un *civil service* comme aux Indes. Les Anglais vivent isolés à côté des Egyptiens, qu'ils considèrent comme des enfants qu'il faut diriger paternellement.

L'auteur termine son ouvrage par une étude de la place des fonctionnaires dans la société. En majorité, ils viennent de la classe moyenne, l'éducation est la garantie d'un emploi dans l'administration, l'orientation préférentielle va aux études juridiques.

La couche supérieure de la bureaucratie tend à la fusion entre Egyptiens de souche et Turco-Circassiens, dont le meilleur exemple est le mariage de Sa'd Zaglûl avec la fille de Muştafâ Fahmî. Le groupe dirigeant contrôle la grande propriété foncière essentiellement constituée avant 1882. A ce pouvoir économique s'ajoutent l'éducation moderne, le pouvoir administratif et l'action politique. Dans les campagnes, ce groupe est le maître absolu. Par peur des sanctions, les fonctionnaires ont peu participé au *ḥizb al-waṭani* mais ils jouent un grand rôle dans la révolution de 1919.

Si donc ce livre n'a pas l'ambition de révolutionner les études sur l'Egypte du XIX^e siècle, il apporte des éléments considérables à la compréhension de cette époque et restera certainement un ouvrage de référence.

Henry LAURENS

(Université de Paris-Sorbonne)

Islam et société en Asie du Sud. Etudes réunies par Marc GABORIEAU. Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (diffusion CID), 1986. 16 × 24 cm., 203 p. (« Puruṣārtha » 9).

Cet important recueil groupe les contributions suivantes. Marc Gaborieau, « Introduction » — *Perspectives historiques* : Jean Aubin, « L'Inde dans le contexte du monde islamique » Genevière Bouchon, « Quelques aspects de l'islamisation des régions maritimes de l'Inde à l'époque médiévale (XII^e-XVI^e siècles) » ; Peter Hardy, « The Authority of Muslim Kings in Mediaeval India » ; Simon Digby, « The Ṣūfī Shaykh as a Source of Authority in Mediaeval India » ; Yohanan Friedmann, « Islamic Thought in Relation ot the Indian Context ». — *Regards*

sur les sociétés musulmanes : M.R. Tarafdar, « The Bengali Muslims in the Pre-Colonial Period : Problems of Conversion, Class Formation and Cultural Evolution »; Claude Markovits, « Les hommes d'affaires musulmans dans la première moitié du XX^e siècle »; Gérard Heuzé, « Les rapports entre la classe ouvrière et la communauté musulmane dans l'Inde du Nord : une dialectique complexe et actuelle »; W.Y. Argyle, « The Migration of Indian Muslims to East and South Africa : Some Preliminary Comparisons ». — *La scène politique contemporaine* : Akbar S. Ahmed, « Islam, Ethnicity and the State : Models of Political Leadership among South Asian Muslims »; Mariam Abou Zahab, « Contribution à l'étude des mouvements de populisme islamique : le Parti du Peuple Pakistanais (PPP), 1967-1971 »; Violette Graff, « Le vote musulman en Inde (Lok Sabha 1984) ».

Un utile glossaire-index des termes orientaux, établi par Marc Gaborieau, achève l'ouvrage. On aurait aimé savoir à quelle langue est effectivement pris chacun des mots techniques (qui remontent pour la plupart à une origine arabe, ou bien sanskrite) : urdu ? ou hindī ? ou les deux à la fois ... Pour en finir tout de suite avec les rares reproches à faire, signalons qu'il faut lire : « Quelle que fût ... » (p. 33, al. 3); « Quoi qu'il en soit » (p. 120, al. 3); « Nous sommes amené, (p. 123, al. 2); « Quel qu'ait été » (p. 182, al. 2); et partout « Dārā Shukoh » (cf. *JA*, t. CCLXVIII 1980, 261 et 263).

Ce bel ensemble groupe donc, y compris l'Introduction, 13 contributions, soit 7 en français et 6 en anglais (dont deux par des professeurs du sous-continent indien). Il équilibre avec bonheur les études d'histoire classique, d'ethno-sociologie, de politologie. Les articles des spécialistes renommés que sont MM. P. Hardy et S. Digby étendent à l'Inde le propos d'un autre ouvrage collectif : *La notion d'autorité au Moyen Age : Islam, Byzance, Occident*, Paris, P.U.F., 1982. Une grande autorité précisément, celle de M. Aubin, rappelle opportunément à quelques myopes que, bien loin d'abriter un islam périphérique, « L'Inde est géographiquement et démographiquement au centre du peuplement islamique de la planète » (p. 24; voir aussi les développements de M. Gaborieau, p. 7 s.). Cela n'empêche pas l'islam en Inde d'être un islam indien (cf. une frappante citation, p. 188). Sous quels aspects, en quelle mesure, voire à quel prix ? C'est l'objet de l'ouvrage entier, qui bien sûr n'épuise pas la matière. Nous pouvons seulement ici mettre en vedette quelques chapitres.

Analyste consommée des évolutions politiques musulmanes dans l'Inde moderne, Madame Graff étudie en détail le rôle joué par les musulmans aux dernières élections générales de décembre 1984. Sur 508 sièges pourvus ce jour-là, 41 députés musulmans (auxquels 4 s'ajouteront les mois suivants, portant le chiffre à 45 musulmans sur 544 membres du Parlement : p. 186 et p. 190, n. 20). Ce résultat à peu près normal quant à la proportion laisse de côté le principal, à savoir la très grande variété des situations locales. D'un côté, le parti du Congrès, qui recueille 30 députés musulmans, a présenté parfois « un candidat musulman dans une circonscription où l'Islam n'est que fort peu représenté » (p. 176; cf. p. 186). D'autre part, l'électeur musulman a très bien compris que ses intérêts seront parfois mieux représentés s'il vote pour un non-musulman (p. 174, 184). Au bout du compte, sans perdre conscience de leur identité, « les musulmans se sont comportés très exactement, sur un plan global bien entendu, comme l'ensemble du corps électoral » (p. 188). Cela confirme une tendance générale en Inde : « la sécularisation de la vie politique » (187; cf. 174, 176).

Dans l'importante Introduction de M. Marc Gaborieau, relevons deux points. « L'Islam, religion individuelle de salut, n'a jamais été ce tout organique; il n'est pas à la manière de l'hindouisme une religion de société ... » (p. 16) : voilà bien, qu'on nous pardonne de le dire, une grosse erreur. Elle est totalement démentie par la Coutume canonique (*Sunna*), par la prévalence de la Loi musulmane (*Šari'a*), par l'ensemble de l'histoire et de la pensée islamiques. Là où il est libre d'exercer pleinement son emprise, l'islam se présente comme une globalité totalitaire qui pose sa marque et ses règles sur tous les domaines de la vie. Un second point est celui de la stratification de la société islamique en Inde. Peut-on parler de castes musulmanes? On sait que M. Gaborieau s'est beaucoup intéressé à cette question. Il y revient dans un article récent : « Hiérarchie sociale et mouvements de réformes chez les musulmans du sous-continent indien », *Social Compass*, t. XXXIII, Louvain-la-Neuve, 1986, 237-256. Quoi qu'il en soit du concept de « caste », qui nous semble ici tout à fait ambigu, on ne saurait nier dans l'islam indien l'existence de catégories sociales rigoureusement étagées (cf. l'Index, p. 196, au mot *jāt*, et y ajouter une référence à la p. 119). Bien loin que le système hindou des castes soit en violent contraste à « l'égalitarisme » musulman, on a même pu dire que l'homologie des deux sociétés dans leur structure hiérarchique a été un facteur positif de leur convivance et de leur compénétration au long de l'histoire.

Enfin, nous voulons rendre hommage à l'article magistral consacré par M. Friedmann à la pensée sur l'hindouisme des auteurs musulmans *ayant vécu en Inde* : d'al-Birūnī à Sayyid Aḥmad Ḥān, en passant par Amīr Ḥusrow, Mīr Ma'sūm etc. Une information sans faille, une intelligence aiguë des attitudes et de leurs ressorts, un juste sens du conditionnement général des esprits et du poids massif de la tradition, servis par une grande clarté d'exposition, font de ces pages un acquis précieux pour l'histoire des rapports entre l'islam et les autres religions.

Guy MONNOT
(E.P.H.E., Paris)

Canadian Journal of African Studies. Revue Canadienne des Etudes Africaines, volume 19, numéro 2, 1985, numéro thématique, « Les défricheurs de l'Islam en Afrique occidentale. Islamic Religious Leaders in West Africa ».

Une Table Ronde internationale sur « Les agents religieux islamiques en Afrique tropicale » s'est tenue à Paris les 15-17 décembre 1983, sous l'égide de la Maison des sciences de l'homme, organisée par Jean-Louis Triaud et Louis Brenner. Elle fut très riche, dans sa table des matières et dans son déroulement. Cette richesse s'est ensuite dispersée entre plusieurs lieux de publication. L'un d'eux est ce numéro de la revue canadienne.

Bogumil Jewsiewicki et Jean-Louis Triaud situent d'abord utilement le dossier dans les études historiques, africanistes et islamologiques des années récentes et dans les convergences thématiques et pratiques de quelques équipes. Plus fortement, J.L. Triaud met en valeur l'originalité de cet espace historique, politique, social, et aussi historiographique, qu'est l'islam de